

STATU QUO ? POURQUOI ?

« Sur le plan diplomatique, nous sommes partisans du maintien du statu quo » a dit, en substance, Khrouchtchev à l'un des journalistes qui l'interviewait.

Enregistrons cette déclaration. C'est la première fois qu'un dirigeant soviétique déclare ouvertement que la politique internationale de l'U.R.S.S. vise à ne pas rompre l'équilibre précaire des relations diplomatiques mondiales. Jusqu'ici il n'était question que de « coexistence pacifique », de pacte de paix, etc. Seuls les trotskystes osaient dire que, derrière le rideau des larmes pacifistes, était une autre politique, froidement réaliste. Maintenant la chose est dite : la paix, c'est le maintien du statu quo. La situation est plus claire.

La déclaration de Khrouchtchev ne soulèvera certainement aucune indignation particulière, car il n'est pas aisé d'en peser exactement les conséquences. Maintenir le statu quo implique l'opposition et la résistance à toutes les tentatives de réarmement impérialiste. De ce côté-là, rien à dire.

Que peut signifier, par exemple, le maintien du statu quo pour les révolutionnaires algériens ? La fin de la guerre, bien sûr. Mais après cela, satisfaire inconditionnellement les revendications du peuple algérien, serait une victoire révolutionnaire qui aurait une influence incalculable sur les autres pays coloniaux ; qui, en tout cas, jetterait à terre la vieille machine branlante de l'impérialisme français. L'indépendance totale de l'Algérie ouvrirait l'heure de convulsions en France. Plus de statu quo alors, mais un amoncellement de difficultés sans nom. Les diplomates soviétiques ont bien compris la chose et, avec une grande sagacité, ils en ont déduit qu'il fallait apporter à l'Algérie un soutien verbal modéré. Et l'on a pu, depuis plusieurs mois, assister au révoltant spectacle de l'activité des dirigeants soviétiques. Dans leurs déclarations, à l'O.N.U., partout, ils se contentent de généralités sur le droit des peuples mais, ni dans la coulisse, ni à l'avant-scène, n'œuvrent activement. Et le P.C.F., qui suit le convoi, justifie sa propre passivité par celle des soviétiques.

En France aussi, chaque travailleur peut ressentir sur sa peau ce que signifie le statu quo. Dans notre pays, la bourgeoisie connaît une crise politique sans précédent ; les finances vacillent, l'Etat chancelle, les partis traditionnels craquent. On parle de plus en plus de gouvernement fort. Pour sortir de là, les demi-mesures ne servent à rien. Il faut une bataille générale, classe contre classe. Mais alors... seul le Dieu de Khrouchtchev sait où s'arrêteront les choses.

Il ne sera donc pas question de lutte révolutionnaire en France, ni de combat systématique contre la guerre d'Algérie, ni de grève générale. Parlons plutôt de compromis avec des politiciens amateurs d'un statu quo ni trop américain, ni trop russe.

On pourrait multiplier les exemples, se demander ce qu'est le statu quo pour les crève-la-faim des Indes si ce n'est la continuation de la famine. Le statu quo des travailleurs américains ? C'est le F.B.I. plus Little Rock, plus l'émotion du monde entier. Le statu quo des noirs d'Afrique du Sud ? C'est à jamais la trique, sanctifiée de morale puritaine.

En un mot, se fixer le maintien du statu quo comme objectif principal, c'est renoncer à la lutte émancipatrice, donc soutenir indirectement et même directement l'exploitation existante.

La position de Khrouchtchev est celle de Staline, dont on connaît les vues géniales sur la diplomatie mondiale. Les paroles stalinienne de Khrouchtchev montrent que, malgré tous les bouleversements, il reste et restera dans la bureaucratie soviétique quelque chose d'inchangé. Elle est pour le statu quo, mais les masses, y compris les masses soviétiques qui ne veulent plus continuer à subir le pouvoir bureaucratique, ne s'y résigneront pas.

LA RÉVOLUTION INDONÉSIENNE FREINÉE

La révolution indonésienne paraît marquer un temps d'arrêt. Les nouvelles qui parviennent, tout en signalant encore des occupations d'entreprises hollandaises par les travailleurs indonésiens, donnent toutefois un tableau dans lequel les mouvements de masses ont tendance à ralentir, tandis que les manœuvres se multiplient dans les sommets gouvernementaux.

Cette situation est avant tout le produit de la politique du Parti communiste indonésien (P.K.I.) à direction stalinienne et qui, depuis des années, a eu une politique uniquement orientée sur un appui à la bourgeoisie nationale dont le dirigeant est Sukarno, le président de la République, lequel a su se servir effectivement de cet appui pour assurer le maintien du régime bourgeois.

Dans le numéro de janvier 1958 de « Quatrième Internationale » qui paraîtra prochainement, nos lecteurs trouveront un tableau détaillé des mouvements en Indonésie et aussi des objectifs de la politique stalinienne, laquelle convie les masses à suivre les appels gouvernementaux, c'est-à-dire à présent à abandonner le contrôle et la gestion des entreprises entre les mains de l'armée.

Aussi longtemps que le mouvement des masses montait, que les ouvriers débordaient les directives du gouvernement et du P.K.I., Sukarno est resté en Indonésie afin que son autorité serve à remettre les choses dans l'ordre bourgeois. Cet

objectif paraissant désormais atteint ou sur le point de l'être, Sukarno va se rendre en voyage en Inde et ailleurs, pendant que l'armée, les ailes plus réactionnaires de la bourgeoisie et les féodaux vont s'efforcer de réprimer ce qui pour eux constitue des « excès ».

De cette manière, Sukarno restera encore en réserve pour de nouvelles situations délicates.

Mais, même si cette fois-ci encore, la poussée révolutionnaire des masses indonésiennes n'a pas forcé les directions du P.K.I. et de la centrale SOBSI à aller au-delà de leurs intentions, si l'on en est pas encore à une sorte de réédition de ce qui se passa pour le P.C. chinois et le mouvement des paysans en 1947, il est certain que le mouvement des masses indonésiennes conserve une puissance si considérable que Gaitskell, le leader du Labour Party britannique qui voyage dans cette région du monde, a exprimé ses craintes que le communisme ne finisse par l'emporter bientôt en Indonésie. D'autre part, la situation ne peut manquer d'accroître l'esprit critique parmi les travailleurs et surtout parmi les militants communistes, dont la tendance première était de mener la lutte jusqu'au bout. Le P.K.I. était loin d'être un parti monolithique. Les courants de gauche devraient s'y renforcer pour exiger une lutte plus résolue, une lutte pour la conquête du pouvoir, correspondant aux tendances profondes des masses.

LA CRISE REBONDIT DANS LE PARTI COMMUNISTE AMÉRICAIN

On se rappelle qu'à la suite du 20^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., le P.C. américain avait été un des plus affectés. Tout d'abord il perdit un pourcentage de membres considérable. En outre il se trouva profondément divisé. A son dernier Congrès (février 1957), trois tendances principales s'affrontèrent ; l'une restant liée corps et âme au Kremlin sous la direction de Foster, l'autre dirigée par Gates, directeur du « Daily Worker », qui exprima une rupture de facto avec Moscou et mit en avant des positions politiques révisionnistes accusées, et entre elles une tendance dirigée par Dennis, secrétaire général du parti qui s'efforça de maintenir l'unité du parti.

De puis ce Congrès, le P.C. américain avait connu de nouvelles pertes, entre autre celles de l'écrivain Howard Fast et du rédacteur de politique étrangère du « Daily Worker », J. Clark.

La déclaration des 12 partis à l'occasion du 40^e anniversaire de la Révolution d'Octobre, a soudainement ravivé les dissensions. Le B.P. eut à se prononcer sur cette déclaration dans laquelle « l'internationalisme prolétarien » consiste à reconnaître le rôle dirigeant du P.C. soviétique, en fait de la bureaucratie soviétique. Ce n'est pas sous cet aspect que la question fut débattue, mais sous celui de « l'indépendance » du P.C. américain de toute ingérence étrangère. En tout cas, par 17 voix contre 11 et 4 abstentions, le B.P. refusa d'approuver la déclaration des 12 de Moscou. La question viendra en février devant un organisme plus large, devant ce qui est un C.C. de ce parti.

Au cours du vote, la tendance intermédiaire s'est divisée. L'un de ses dirigeants, Stein, a rejoint Foster, tandis que Dennis s'est associé à Gates dans ce vote.

D'autre part, ce même B.P. a pris comme décision de suspendre la parution du « Daily Worker » sous prétexte de la baisse de son tirage et de son déficit. Mais Gates, le rédacteur en chef du « Daily Worker », doit juger que ces raisons ne sont pas les véritables mobiles de la décision en question, il pense que cette décision vise tout simplement à lui retirer ce qui constitue par la force des choses un instrument fractionnel puissant. Aussi n'a-t-il pas l'intention de se laisser faire. Il conteste au B.P. le droit de prendre une telle décision, il invoque — et c'est là un argument qui doit porter — que jamais depuis sa fondation le « Daily Worker », quotidien, n'a cessé de paraître bien que, souvent,

la caisse fut mal en point et aussi en dépit de diverses tentatives des autorités pour en arrêter la parution. Il a finalement annoncé qu'il continuerait d'assurer la parution du journal, affirmant qu'il trouverait les fonds pour le faire.

Il n'y a pas de doute que, dans la dislocation et la désintégration du P.C. américain se développent de fortes tendances révisionnistes, droitières, car aux Etats-Unis le mouvement ouvrier est très apathique sur le plan syndical et dans un état embryonnaire sur le plan politique. Cependant, si dans ces conditions, à l'étape actuelle, la décomposition du stalinisme aux Etats-Unis sert avant tout les courants réformistes, elle assure également un dégel au sein de ce qui y constitue les groupements d'avant-garde, c'est-à-dire des circonstances qui permettront aussi aux tendances révolutionnaires de se faire entendre dans des milieux qui leur étaient jusqu'alors fermés ou hostiles.

THOREZ CONTINUE A RECTIFIER L'HISTOIRE DE LA REVOLTE DE LA MER NOIRE

« L'Humanité » a récemment consacré une de ses pages à la révolte des marins de la Mer noire. On devrait s'en féliciter car ce n'est pas si souvent qu'elle donne des exemples de fraternisation, de solidarité révolutionnaire et on y est plus souvent adonné à la défense des « intérêts de la France ». Mais, que vaut une telle commémoration quand, volontairement, la vérité historique y est défigurée. Ainsi on y mentionne deux ou trois inconnus qui auraient participé à cette révolte, parce qu'ils sont aujourd'hui membres du P.C.F., mais en ce qui concerne André Marty, qui fut le symbole le plus vivant de cette révolte, le rédacteur n'a trouvé à dire qu'un officier mécanicien, André Marty, fut arrêté sur le Protet pour avoir été en relations avec des socialistes roumains et que les marins ne réagirent guère... Plus encore, il n'est pas mentionné qu'il fut condamné à 20 ans de bagne.

Quelques années auparavant les dirigeants du P.C.F. exclurent André Marty en le calomniant, en l'accusant d'être un policier. Aujourd'hui ils voudraient, en mentant sur 1919, tenter de faire oublier leur infamie de 1952. Mais l'heure des comptes approche, et on verra qui sont les vivants et qui sont les morts dans la conscience des travailleurs.